

DCAF Le Centre pour la  
gouvernance du secteur  
de la sécurité, Genève

## NEWSLETTER AOÛT 2022

Division Afrique Subsaharienne  
Programme Regional Sahel



### Burkina Faso



#### **Atelier de validation du rapport d'auto-évaluation du genre au sein de l'administration pénitentiaire**

Un atelier de présentation du rapport de l'auto-évaluation institutionnelle de l'Administration Pénitentiaire s'est tenu à Koudougou du 16 au 20 août. Réalisée en collaboration avec le Conseil national pour la promotion du genre (CONAP Genre) et le Programme des Nations-Unies pour le Développement, celle-ci est assortie d'un plan d'actions opérationnel, qui s'inscrit dans une perspective de changements institutionnels et structurels. L'autoévaluation met en exergue les inégalités de genre au sein de l'administration pénitentiaire, en particulier de l'insuffisance de l'identification et de la prise en compte des besoins spécifiques des détenu.e.s et des personnels pénitentiaires et de la faiblesse de la réponse aux victimes de violences basées sur le genre (VBG) ainsi que de l'absence de stratégies de prévention de récidives en matière de VBG. Le plan d'actions opérationnel triennal défini doit ainsi permettre d'améliorer la qualité des services de l'administration pénitentiaire dans une perspective de promotion de l'égalité entre les genres.



### Réalisation de curricula de formation au profit des institutions du secteur de la sécurité

En vue d'améliorer la prise en compte de la dimension genre et de promouvoir l'égalité entre les genres au sein des écoles et académies de formation des forces de sécurité burkinabèes, un groupe de travail a été formé réunissant les principaux responsables des contenus pédagogiques. Dans le cadre de la coopération avec le Conseil national pour la promotion du genre et le Programme des Nations-Unies pour le Développement, un atelier a été organisé à Koudougou du 16 au 19 août 2022 afin d'élaborer conjointement avec les membres du groupe de travail et des représentants des structures compétentes un curriculum de formation spécifique en matière de prévention et de prise en charge des violences basées sur le genre (VBG). L'atelier a réuni vingt-huit (28) participants dont trois (3) femmes, provenant de 10 écoles de formation des Forces de Défense et de Sécurité (10 écoles), du Ministère du Genre et de la Famille, du Secrétariat Permanent du Conseil National pour la Promotion du Genre, du Comité de Pilotage pour la Formation Continue, de la Brigade Régionale de Protection de l'Enfance du Centre ainsi que de la Direction Générale des Etudes Statistiques Sectorielles du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation. Prochainement, un groupe de formateurs sera ainsi formé sur ce module afin de le dispenser ensuite au sein des écoles et académies à titre expérimental dans un premier temps afin de recueillir des commentaires et appréciations permettant de l'amender et de l'améliorer si nécessaire.

## Niger



### Formation des formateurs de l'IGAGN et d'institutions partenaires sur la maîtrise des

## risques et le contrôle interne

Le DCAF contribue au renforcement du mandat de l'Inspection Générale des Armées et de la Gendarmerie Nationale (IGAGN) en vue de renforcer la redevabilité des forces de défense et de sécurité. Faisant suite à deux formations organisées en mars et avril 2021 en faveur des inspecteurs, enquêteurs et contrôleurs de l'IGAGN, une formation des formateurs a été organisée du 22 au 25 août. Des futurs formateurs de l'Inspection Générale des Services de Sécurité (IGSS) et de la Direction de la Sécurité Publique (DSP) de la Police nationale ont également pris part permettant de favoriser une pleine appropriation des capacités en matière de formation sur la maîtrise des risques et le contrôle interne par l'Inspection. En effet, cette formation des formateurs s'inscrit dans un cycle programmatique visant à terme la mise en place d'un système de contrôle interne professionnel au sein des unités des ministères de la Défense et de l'Intérieur, qui permettra aux responsables d'assurer une prise de décision informée et avec une prise de risque (opérationnels, financiers, réputationnels, stratégiques, logistiques, etc.) aussi limitée que possible. Ainsi, la formation de formateur permet déjà de constituer un « noyau dur » de personnels formés au sein des inspections en matière d'analyse et de gestion des risques.



### **Atelier de réflexion sur les ressources humaines (RH) comme levier essentiel de la modernisation des institutions sécuritaires au Niger**

La qualité du personnel constitue un paramètre important de l'efficacité de toute institution. Cette fonction ressource humaine (RH) est d'autant plus complexe quand l'institution dispose d'effectifs importants, d'une grande diversité de métiers et d'un niveau élevé d'exigence en matière de formation. Au Niger la modernisation de la gestion des RH des forces de défense et de sécurité a été initiée depuis plusieurs années, se matérialisant sous différentes formes et de modalités selon les institutions. Un atelier d'échanges d'expériences entre les différentes institutions nigériennes a été organisé du 29 au 30 août permettant de mettre en exergue l'importance de l'élaboration et de la mise en œuvre de stratégies RH au sein du secteur de la défense et de la sécurité. En effet, un tel outil contribue à la modernisation de l'institution, au renforcement du professionnalisme des effectifs et à l'amélioration de l'efficacité et de la qualité du service rendu à la population. Ainsi, les Directeurs des ressources humaines des ministères de la Défense et de l'Intérieur, des Forces Armées, de la Gendarmerie nationale, de la Garde nationale du Niger, de la Police nationale, de la Protection civile et des douanes ainsi que les responsables des écoles de ces différents corps, ont échangé sur les outils RH déjà développés et mis en

œuvre au sein de leurs institutions ainsi que sur leurs défis, leurs besoins et leurs perspectives en matière de gestion des RH.

---

## Mali

### **Deuxième réunion du Comité consultatif de sécurité dans le district de Bamako**

Le 04 aout, le gouvernorat du district de Bamako a organisé la 2ème réunion du Comité Consultatif de Sécurité (CCS) du district de Bamako avec l'appui du DCAF. Ainsi, au total 102 acteurs, dont 24 femmes, ont eu l'occasion de réaliser un état des lieux de la situation sécuritaire de la capitale malienne et de ses alentours ainsi que d'échanger sur les préoccupations et les attentes des populations en matière de sécurité. Cette réunion a été une opportunité pour les autorités, les représentants de la société civile et les médias d'échanger et d'identifier conjointement des pistes de solution aux problèmes sécuritaires du district de Bamako. La réunion du CCS est également l'occasion de contribuer à bâtir une relation de confiance entre les forces de défense et de sécurité et les populations.



### **Atelier de restitution du rapport de l'évaluation de l'inspection des services de sécurité et de protection civile (ISSPC)**

Faisant suite à l'analyse de l'inspection des services de sécurité et de protection civile (ISSPC) menée en 2016, notamment à travers le soutien du DCAF aux acteurs de supervision et de contrôle interne, une évaluation du niveau de mise en œuvre des recommandations de cette analyse a été conduite. Le rapport d'évaluation a été ainsi présenté au cours de l'atelier organisé le 1er Aout à Bamako en présence de 16 participants, issus des institutions. Sur la base des recommandations formulées au sein du rapport d'évaluation et lors de l'atelier, un plan d'actions a été élaboré pour la période 2022-2024. L'objectif général est d'améliorer la qualité et l'efficacité du contrôle interne ainsi que d'orienter la restructuration de l'ISSPC.

---



### **Mission prospective pour l'opérationnalisation du Comité consultatif de sécurité de la région de San**

Du 15 au 19 août, le Commissariat de la réforme du Secteur de la Sécurité et le DCAF ont effectué une mission préparatoire dans la région de San, en prélude du lancement du Comité Consultatif de Sécurité de la région de San (CCS). Cette mission a permis de sensibiliser d'importants acteurs y compris les autorités locales, les organisations de la société civile et les forces de défense et sécurité sur les principes fondamentaux de la gouvernance du secteur de la sécurité, notamment de participation, de transparence et de redevabilité. En outre, les membres de la mission ont échangé avec l'ensemble de ces acteurs et ainsi recueilli les perspectives et les attentes quant à l'opérationnalisation du CCS dans la région de San. Tous les acteurs ont exprimé leur disponibilité et leur engagement en faveur de la mise en place et de l'animation du CCS dans les prochaines semaines.

## **Sahel/Régional**



**Court reportage suivant la mise en place d'un « comité de contrôle citoyen » au Burkina Faso**

Dans le cadre de son appui à la gouvernance du secteur de la sécurité au Burkina Faso, le DCAF collabore avec différentes organisations de la société civile pour le renforcement de la participation citoyenne aux mécanismes de gouvernance. Ce court reportage décrit la mise en place d'un « comité de contrôle citoyen » dans la région du Centre-Nord en mars 2022 et capture également les réactions de certains participants. Deux autres comités ont été mis en place dans le cadre du présent programme dans les villes de Fada N'Gourma (Est) et Dédougou (Boucle du Mouhoun).

### DCAF en Afrique Subsaharienne

L'Afrique subsaharienne est depuis longtemps une zone géographique prioritaire pour le DCAF et son engagement sur le continent n'a cessé de croître d'année en année au cours de la dernière décennie. L'équipe d'experts du DCAF au siège, répartie dans trois départements (ISSAT, Opérations et Politique et Recherche) est complétée par des bureaux de terrain à Addis-Abeba, Banjul, Bamako et Niamey, et par la présence d'équipes à Kinshasa et Ouagadougou. Fournir un soutien à moyen et à long terme pour développer des institutions de sécurité efficaces, responsables devant l'État et les citoyens en promouvant les principes de bonne gouvernance, les droits humains, l'État de droit et l'égalité des genres est au cœur de notre travail dans la région. **Nous vous invitons à découvrir d'avantage sur notre engagement dans la région.**



Copyright © \*| 2022 | DCAF |\*, All rights reserved.

Want to change how you receive these emails?  
You can [update your preferences](#) or [unsubscribe from this list](#).